



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 JUIN 2022

**mettant en demeure la société Les Sablières de la Meurthe,
pour sa carrière située sur les communes de Holtzheim et Entzheim
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002 portant autorisation d'exploiter à la société «Entreprise de Travaux et Sablière» (ETS) à exploiter la carrière de Holtzheim - Entzheim (rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 février 2018 portant transfert de l'autorisation d'exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes sur les territoires des communes de Holtzheim et d'Entzheim ;
- VU** le rapport du 10 juin 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite du 8 avril 2022 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002 susvisé :

- l'exploitant ne procède pas à la surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'aval de ses installations (article 28.2) ;
- l'exploitant ne tient pas un plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission des déchets (article 16) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»* ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Les Sablières de la Meurthe, dont le siège social est situé route de contournement à Rosières-aux-Salines (54110) est mise en demeure de respecter, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 16 et 28.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 susvisé reprises ci-après en gras, en procédant à un contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval de ses installations et en transmettant un plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission :

Article 28.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002

« L'exploitant dispose de deux piézomètres sur le site :

- 1 piézomètre amont [...]*
- 1 piézomètre aval [...].*

Un contrôle de la qualité des eaux sera réalisé dans les deux piézomètres et le plan d'eau selon les modalités suivantes :

- à la fréquence d'une fois par an : une analyse physico-chimique complète de type C3 de la santé publique, avec recherche des éléments traces minéraux (analyses de type C4a, C4b et C4c), et une analyse bactériologique complète de type B3,*
- à la fréquence d'une fois par semestre : une analyse physico-chimique complète de type C4a avec recherche des hydrocarbures polycycliques aromatiques, hydrocarbures totaux et BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène). [...]*

Article 16 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002

«L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.»

Article 2 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Les Sablières de la Meurthe par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Holtzheim et d'Entzheim.

La préfète,

Pour la Préfète, par délégation
La Secrétaire Générale adjointe

Hélène MONTELLY